



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie relative
à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord de
GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à compter du 1^{er}
Avril 2014**

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique relative à la commercialisation des capacités de transport entre les trois zones de marché en France.

Ci dessous, nous vous prions de trouver notre contribution

***Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ?
Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud est adéquate ?***

Eni partage le besoin de visibilité exprimé par les expéditeurs en Concertation Gaz et considère que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord - Sud est adéquate. Par ailleurs, cette durée est cohérente avec le projet de fusion des zones Nord et Sud en 2018.

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1er avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

Eni confirme son avis défavorable à une allocation au prorata, quelle que soit la logique de répartition des capacités. Nous réitérons notre demande pour la mise en place de mécanismes d'enchères pour tous les produits de capacité à partir du 1er avril 2014. Il n'y a pas à ce jour de contraintes techniques empêchant la commercialisation aux enchères des deux produits trimestriels pour la totalité des capacités disponibles. Nous ne sommes donc pas en faveur du mécanisme au prorata des engagements de livraison physique tel qu'il a été appliqué lors de la dernière allocation annuelle (1er Avril 2013 - 30 mars 2014) et nous avons eu l'opportunité de nous exprimer contre ce mécanisme en l'état proposé lors de la dernière consultation publique menée par la CRE à ce sujet en Novembre 2012

En effet, nous souhaitons rappeler brièvement les principaux éléments qui nous rendent défavorable à ce mécanisme :

1. Le principe d'allocation « au besoin » doit s'appliquer à tous les expéditeurs (pas d'allocation « garantie »);
2. Les besoins de chaque expéditeur en Zone Sud doivent tenir compte non seulement les engagements physiques de livraison, c'est-à-dire les capacités de sortie vers les sites de consommation en Zone Sud et vers l'Espagne, mais, également, les ressources en gaz en Zone Sud et TIGF (ces ressources doivent venir en moins du besoin calculé); En effet, il apparaît comme discriminant d'attribuer de la capacité à

un/des fournisseurs ayant des besoins calculés importants sans tenir compte de ses ressources (prorata biaisé)

3. Le facteur multiplicatif de 1,3 (le même d'ailleurs pour les fournisseurs historiques que pour les alternatifs) n'est pas adapté au développement de la concurrence et introduit de fait des biais dans l'appréciation des évolutions des portefeuilles des expéditeurs ;

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

Eni est favorable au timing proposé.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Eni est favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er Octobre 2014 et partage la proposition de la CRE de commercialiser successivement 100%, 50%, 25% et 25% des capacités disponibles respectivement pour chaque année à partir du 1er Octobre 2014.

Toutefois, eni est défavorable à la commercialisation d'une partie des capacités disponibles par une allocation au prorata destinée en priorité aux expéditeurs raccordés au réseau de transport.

Eni propose que toute la capacité commercialisée soit allouée aux enchères.

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Eni considère que pour le bon fonctionnement des enchères, il serait souhaitable de ne pas fixer de limitations aux demandes individuelles en considération des distorsions que cet élément est susceptible d'avoir sur le déroulement de l'enchère.

Toutefois, la proposition de la CRE étant compatible avec les prévisions du code CAM et, en considérant qu'il s'agisse d'une première phase d'implémentation des enchères, Eni n'y est pas complètement opposé.

Nous souhaitons que le maintien de cette limitation soit soumis à consultation des acteurs de marché lors des prochaines allocations.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Eni ne s'oppose pas à cette proposition.

Question 7 : *Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en oeuvre la proposition d'Elengy ?*

Eni partage la position de la CRE au sujet des propositions de Elengy et de GRTgaz concernant les mécanismes d'incitation aux déchargements au terminal GNL de Montoir de Bretagne et ne souhaite pas que l'une ou l'autre de ces propositions soient intégrées dans le dispositif de commercialisation des capacités.

Eni souhaite que ces deux propositions fassent l'objet d'analyses et de discussions au sein de la Concertation Gaz. .

Question 8 : *Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?*

Eni y est favorable, tout en confirmant le souhait d'une introduction d'un mécanisme d'enchères dès Avril 2014, comme pour l'allocation des capacités Nord vers Sud.

Question 9 : *Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1er avril 2014 ?*

Eni ne s'oppose pas au maintien du couplage de marché à compter dès Avril 2014.

Les mécanismes court terme permettant un meilleur accès à la zone Sud doivent effectivement être encouragés.

Toutefois, il y a superposition de plusieurs mécanismes CT: UBI, market coupling et maintenant JTS (payant, revenus de GRTgaz).Eni souhaiterait pouvoir bénéficier d'un REX courant 2013 et que le maintien du mécanisme soit réexaminé à l'issue du dit REX.

Question 10 : *Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1er avril 2014 ?*

Eni y est favorable

Question 11 : *Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1er avril 2014 à Larrau et à Biriadou ?*

Eni y est favorable

Question 12 : *Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?*

Eni partage les inconvénients de cette solution de reversement au CRCP développé par la CRE.

Question 13 : *Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?*

Eni privilégie le principe selon lequel les excédents dérivant des enchères soient destinés au financement des investissements. Nous comprenons les raisons exposées par la CRE et nous partageons l'analyse négative concernant une solution identique à celle mise en place pour le secteur électrique..

Nous considérons que l'étude d'autres mécanismes se basant sur le même principe et qui permettent de destiner ces fonds à la réalisation des investissements nécessaires à la solution des congestions sur la liaison Nord – Sud serait fortement souhaitable.

Toute solution visant à utiliser les excédents des revenus des enchères pour le financement des investissements nous paraît la solution la plus optimale..

Question 14 : *Etes-vous favorable à ce que les excédents de recette à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?*

Une redistribution aux expéditeurs livrant des clients finaux en zone Sud et TIGF ne représente pas la solution optimale pour Eni.

Par ailleurs, nous sommes conscient des difficultés présentées par la CRE pour la réalisation d'une solution différente et préférable (voir réponse à la question 13).

Ainsi, si la solution d'affectation des sur-revenus liés aux enchères au financement des investissements de décongestion de la zone (voire de fusion des zones Nord et Sud) s'avérerait excessivement coûteuse pour le système, nous ne sommes pas opposés à la redistribution de ces excédents de recette aux expéditeurs livrant des clients finaux dans le sud de la France..

A cet effet, nous souhaitons insister, dans le cas une telle solution était adoptée, sur la nécessité que la CRE soit très vigilante, dans la définition du mécanisme à ce que la redistribution soit équilibrée, et que ces bénéfices soient destinés aux expéditeurs, proportionnellement aux coûts supportés à cause du mécanisme d'enchères.

Question 16 : *Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1er avril 2015 ?*

Eni ne souhaite pas s'exprimer à ce sujet compte tenu des éléments qui doivent être encore définis concernant le processus de création d'un PEG unique dans le sud de la France. Eni demande que le sujet fasse l'objet d'ultérieures analyse en Concertation Gaz quand les éléments de contexte seront mieux définis.